NPA
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

Branche Santé 33

**Pour nous contacter :**
**Notre site** : www.npa33.org
**Tel : 07 83 64 43 49**

Juin 2018

# Cheminots, Ford, Postiers, Santé… Seules les luttes du monde du travail peuvent mettre un coup d'arrêt à l'offensive

E. Macron vient à nouveau d'étaler son mépris : « *On met un pognon de dingue dans des minima sociaux, et les gens sont quand même pauvres. On n'en sort pas. Les gens qui naissent pauvres restent pauvres. Ceux qui tombent pauvres, ils restent pauvres* »…

Il remet brutalement ni plus ni moins en cause les prestations sociales : des coupes sombres d'environ 30 milliards, en même temps qu'il arrose de 5 milliards de cadeaux fiscaux les ultras-riches avec la fin de l'ISF et la limitation de l'imposition de leurs portefeuilles d'actions.

Alors même qu'il nous explique qu'il n'y a pas d'argent pour les services publics, pour la santé, pour les chômeurs, les jeunes, le gouvernement soigne très bien les riches, les actionnaires, une minorité au détriment de l'immense majorité de la population.

## Une politique qui suscite la colère

Malgré le vote au Sénat et à l'Assemblée nationale du projet de réforme ferroviaire, malgré la désinformation, les pressions, les mensonges, y compris les déclarations de certains syndicats qui voudraient sortir du conflit, les cheminots en grève tiennent bon !

Et bien des travailleuses et travailleurs de toutes entreprises, du public ou du privé, une grande fraction de la jeunesse et de la population se reconnaissent dans cette grève, ne supportant plus l'arrogance de ce gouvernement et de leurs patrons dans les entreprises. Bien plus que de la solidarité, c'est d'un large mouvement de contestation et d'un combat commun qu'il s'agit.

## Un combat commun

Ce combat, c'est celui du refus du monde du travail et de la jeunesse de payer pour les profits des capitalistes, le refus des licenciements, des restructurations, des attaques en tous genres contre les services publics, contre nos salaires, contre nos droits.

C'est celui des 900 travailleurs de Ford à qui la direction vient d'annoncer sa volonté de fermer l'usine au plus tard en septembre 2019, celui aussi des travailleuses des magasins Carrefour (ex Dia) qui étaient en grève le 4 juin contre la fermeture de 243 magasins et 2400 licenciements.

C'est le combat des Postiers contre les restructurations, la remise en cause du métier de facteur, celui des plateformes courrier en grève à partir du 12 juin contre les restructurations prévues, pour exiger un 13ème mois et des conditions de travail décentes.

C'est aussi le combat des salariés de la santé qui luttent pour des embauches et les salaires, pour pouvoir soigner dignement, tels ceux de l'hôpital psychiatrique de Rouen pour 52 embauches et où il a fallu 15 jours de grève de la faim de plusieurs d'entre eux et la mobilisation solidaire de cheminots, de dockers et de la population pour obliger les représentants du gouvernement à venir négocier... et à finalement accorder 30 embauches !

C'est le combat de la jeunesse pour un autre avenir que celui d'une plus grande sélection sociale, plus de précarité, plus d'exploitation.

C'est aussi celui de tous ceux qui refusent la répression contre les travailleurs, la jeunesse, les migrants…

## Faire converger nos mécontentements, exiger notre dû

Nos mécontentements et nos luttes se rejoignent et se renforcent : partout il s'agit d'exiger notre dû, celui de chacun-e de nous d'avoir accès à un emploi, à un salaire décent, à des conditions de vie et de travail corrects.

Face à la finance, au grand patronat et au gouvernement, leur serviteur zélé, seules nos luttes et leur convergence peuvent changer la donne. Le gouvernement a d'ores et déjà ouvert ses prochains chantiers : une nouvelle remise en cause des retraites, de nouvelles coupes dans les aides sociales (après avoir déjà réduit les APL)… tandis que les multinationales et les financiers exigent toujours plus d'exploitation pour plus de profits.

Mais il n'y a aucune fatalité.

La détermination des cheminots et leur capacité d'organisation à la base ont permis au mouvement de grève de durer : ils ont changé l'ambiance. Il est clair que ce n'est ni dans les salons de Matignon, de l'Elysée, du Parlement ou du Sénat que les choses changeront. Le prétendu « dialogue social » ne sert qu'à duper les travailleurs.

C'est dans la rue que les choses peuvent bouger, grâce aux liens que nous, travailleurs, tissons entre nous, 'un service à l'autre, d'une entreprise à l'autre.

Le mouvement est loin d'être fini…

## Bordeaux : des grèves payantes dans les cliniques privées

A la clinique Bordeaux Nord (qui appartient à un groupe familial détenant 5 cliniques, une maison de retraite et des sociétés de sous-traitance), le 12 juin, jour de la dernière réunion de négociation salariale, nous étions une centaine au débrayage appelé par la CGT pour les salaires et des postes. En effet, avec 2,3 millions de bénéfices et des années sans augmentation, sauf celles liées à l'ancienneté, l'annonce d'une augmentation de 1 % a suscité beaucoup de colère.

Lors des deux premières réunions de négociations, la direction est restée bloquée à 1 % d'augmentation alors que les salariés avaient revu leurs revendications à 2,5 %, correspondant au montant du CICE (crédit d'impôt), soit 1 million.

Depuis plusieurs jours, les salariés de la sous-traitance Loghos (restauration et ménage) débrayaient 2 h presque tous les jours pour les salaires. Sous prétexte que le Smic a augmenté en janvier et que des salariés bénéficient de la revalorisation de la grille conventionnelle, la direction a considéré que les augmentations avaient eu lieu ! Les collègues doivent donc se contenter d'un « chèque cadeau » de 50 €. Une aumône ! Le 12 juin, la CGT Loghos avait aussi appelé au débrayage, leur dernière réunion ayant lieu deux jours après.

Dans une autre clinique du Groupe, la menace de grève a permis d'augmenter l'enveloppe des négociations.

En fin de journée, la direction a du concéder aux salariées de la clinique, une augmentation de 1 %, 300 € nets de prime de participation exceptionnelle et la promesse de répondre aux besoins de postes.

Quant à Loghos, si la réunion de négociation suivante n'a débouché sur rien, les salariées n'ont pas dit leur dernier mot.

Deux jours plus tard, à la clinique Tivoli appartenant au groupe St Gatien, les salariées, à l'appel de l'intersyndicale SUD, FO, CGT, se sont mises en grève pour une augmentation de 150 € nets et des postes. Au final, elles ont obtenu 0,35 % d'augmentation, deux postes et l'ouverture des négociations salariales en juillet. Elles restent déterminées et ont déjà promis de repartir en grève en septembre si les négociations n'aboutissaient pas.

Des grèves qui redonnent confiance !

## Ford patron voyou, tous ensemble contre les licenciements

Le 7 juin, après des mois de silence, la direction de Ford Europe est venue à Blanquefort pour un CE extraordinaire à l'ordre du jour plus que succinct : « *l'avenir de l'usine* ». Après 5 minutes consacrées aux soi-disant repreneurs, Ford est venu annoncer la seule chose qui lui importe : la fermeture de l'usine d'ici septembre 2019 avec « Plan Social » pour le 26 juin.

Brutalité, cynisme, voilà comment se comportent ces patrons voyous qui font des milliards de profits. Tout comme les pouvoirs publics, qui font lanterner les salariés en leur promettant un éventuel « repreneur » dont Ford n'a que faire.

Il n'y a que l'intervention directe des salariés qui peut mettre un coup d'arrêt aux licenciements et aux fermetures d'usines.

**La question de Ford concerne tous les salariés de la région, et dans ce climat où les grèves des cheminots, des facteurs, de la Santé,… mettent la convergence des luttes à l'ordre du jour, manifestons toute notre solidarité aux initiatives à venir en commençant par la :**

**Manifestation samedi 30 juin à Bordeaux**
**Place Pey Berland à 14h**